



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 170 du 20 décembre 2020

Au sommaire :

- **Face au gouvernement qui panique et perd pied, rassembler nos forces** - Daniel Minvielle
- **La question du parti, Lénine, le Che et le NPA...** - Bruno Bajou

Face au gouvernement qui panique et perd pied, rassembler nos forces

Macron à la Lanterne ! Petite ironie de l'histoire, le donneur de leçon si prompt à dénoncer « l'incivisme » du commun des mortels est non seulement touché à son tour, mais aussi coupable d'avoir contribué à la diffusion du virus en organisant, le 16, un repas qui ne respectait ni le couvre-feu ni la limite des 6 à table...

Parmi la dizaine de convives, Castex qui nous expliquait la veille que, la baisse des cas de contamination étant insuffisante, on ne pouvait supprimer les contrôles sur la circulation qu'au prix de l'instauration d'un couvre-feu général de 20h00 à 6h00, un confinement des familles sous contrôle policier tout aussi pesant sinon plus que les mesures précédentes. Cette mesure ne s'applique bien évidemment pas à celles et ceux qui travaillent et qui continueront à s'entasser dans les transports en commun. Et elle sera levée dans la nuit du 24 mais pas du 31, histoire certainement de ne pas fâcher le petit monde des chrétiens. Quant à la vaccination, elle « sera organisée dès cette fin décembre... si les conditions en sont réunies », dit le premier ministre incapable de masquer qu'il n'a prise sur rien.

De fuite en avant en fuite en avant...

L'« affaire » du repas sape encore un peu plus la crédibilité de Macron confronté à une contestation sociale qui monte de partout, mais aussi aux conséquences « d'initiatives » qui se retournent contre lui.

En octobre 2019, il avait cru bon d'initier une Convention citoyenne sur le climat, croyant ainsi répondre aux manifestants qui lui reprochaient son inaction dans ce domaine. Mais parmi les 150 personnes qui avaient accepté de se prêter au jeu en toute bonne foi, beaucoup n'ont pas tardé à comprendre l'imposture et à le faire savoir, en particulier lors de la séquence finale de la convention, le 14 décembre. Macron, qui la présidait, n'a alors rien trou-

vé de mieux que de promettre un referendum sur l'introduction de la défense de l'environnement dans le premier article de la constitution, une manœuvre dont personne n'est dupe et qui prépare un nouveau fiasco.

Il a tenté, avec le « Beauvau de la sécurité », le même genre de manœuvre pour tenter de désarmer la grogne de la police : organiser dans tout le pays des rencontres entre représentants des policiers, élus et citoyens en vue d'« améliorer les conditions d'exercice des forces de l'ordre et de consolider leurs liens avec les Français ». En réalité, une mise en scène pour céder aux demandes des policiers et de leurs syndicats qui n'ont pas hésité à organiser des manifestations pour aider Darmanin à faire ce... qu'il voulait faire... Et ce dernier s'est empressé de les recevoir, leur assurant que « l'article 24 du projet de loi Sécurité globale ne serait pas enterré »...

Macron déclarait lors de l'annonce du « Beauvau », « la France tient par sa police et sa gendarmerie [...] nous leur devons soutien et protection ». A bon entendre ! Et pas question de reculer dans son offensive contre les droits sociaux et démocratiques, ni sur la répression policière, ni sur la loi sur la Sécurité globale. Quant à celle contre le prétendu séparatisme, désormais « confortant les principes républicains », elle vise, en flattant les préjugés racistes antimusulmans, non seulement à capter l'électorat de Le Pen, mais aussi à tenter de dévoyer une partie de la révolte sociale.

L'une et l'autre de ces lois, tout comme le soutien politique aux forces de répression, participent d'une même politique. Macron et le gouvernement, discrédités comme jamais, se préparent à l'affrontement dans la panique parce qu'ils savent qu'ils sont mis à nu et que s'approfondit la conscience que leur Etat policier a comme seule fonction de protéger l'enrichissement des plus riches au détriment du reste de la société.

L'empressement auprès des patrons et des riches...

Les statistiques du ministère du travail (Dares) donnent la mesure des conséquences sociales du coup de frein brutal qui touche l'économie depuis le début de l'épidémie. Entre le 1^{er} mars et le 6 décembre, 700 PSE (« plans de sauvegarde de l'emploi... ») ont été initiés, visant à la suppression de 76 100 emplois, trois fois plus que dans la même période en 2019. Sur ce nombre, 338 ont été approuvés, pour 30 510 licenciements, les autres sont en cours. Ces chiffres concernent les salariés en CDI et ne disent rien du nombre, plusieurs dizaines de milliers, d'intérimaires, de travailleurs précaires qui ont été renvoyés dès le début. Ils ne disent rien des innombrables jeunes à la recherche d'un premier emploi ou d'un simple job pour payer leurs études. Sans oublier les travailleurs indépendants, petits commerçants, artisans, agriculteurs qui ont déjà mis la clé sous la porte ou en sont menacés, jusqu'à 30 % d'entre eux selon certaines estimations.

Les chiffres de la Dares portent sur la période passée, mais tout indique que la situation ne peut hélas que se prolonger, pire s'aggraver. La pandémie a révélé et précipité une situation déjà contenue en germe dans la période précédente, une situation de stagnation chronique, de perte de productivité du système capitaliste, associée à la menace d'un krach financier et boursier sans précédent.

Cette menace sur la situation financière n'a fait que s'aggraver. Les centaines de milliards dépensés par l'Etat au nom du sauvetage de l'économie et de l'emploi ont surtout donné un répit à la machine à profit. Le CAC40 a continué de prospérer comme si de rien n'était, symbole du séparatisme, bien réel celui-là, d'une poignée d'ultra-riches et de la grande masse de la population. Des milliards ont été distribués en dividendes, les capitalisations boursières atteignent des montants sans commune mesure avec la valeur réelle des entreprises. Le risque d'effondrement boursier ne cesse ainsi de croître, comme croît celui d'une nouvelle crise de la dette, corollaire de la générosité sans limite de l'Etat avec les grandes entreprises qui a porté l'endettement public à 120 % du PIB. Et ce qui vaut pour

la France vaut pour l'ensemble de l'économie mondiale. Un krach financier ne respecterait pas les frontières qui ne sont dressés que contre les peuples, il se propagerait à toute la planète comme une traînée de poudre.

Face à cette réalité, combattre pour une autre répartition des richesses, pour ne pas « payer les frais de leur crise », signifie postuler à prendre en main nous-mêmes l'organisation de la société que les classes dirigeantes et leurs larbins mènent à la faillite. Autrement dit, préparer la révolution.

Donner un contenu de classe à la révolte et aux résistances

Face à eux, en réaction à leurs offensives comme aux licenciements qui se précipitent, la révolte et les résistances sourdent de partout. C'est le cas dans l'Éducation, dans la santé, dans de multiples entreprises où les travailleurs se mobilisent contre les attaques sur les salaires et les conditions de travail, contre les suppressions d'emploi, Derichebourg, Bridgestone, General electric et bien d'autres, comme TUI. Les travailleurs de ce voyageur, dont 583 sont menacés de licenciement, ont constitué un collectif d'organisations qui a lancé, le 15 décembre, un appel [1] à manifester le 23 janvier à Paris, une manifestation nationale contre tous les licenciements. L'organisation d'une journée d'action interprofessionnelle début février est également en discussion. Ces initiatives pourraient constituer un pas important vers un indispensable regroupement des forces qui peut appuyer sur de profondes évolutions de conscience, le développement de la solidarité et les mille formes de résistances des travailleurs à travers le pays. Refuser de se laisser entraîner dans l'effondrement de l'économie capitaliste passe nécessairement par la contestation de leur pouvoir, la prise de conscience qu'une autre société est possible, basée sur la coopération des travailleurs et débarrassée des parasites qui la ruinent.

Daniel Minvielle

[1] Appel des TUI : <https://lanticapitaliste.org/sites/default/files/exp-commune-v2.pdf>

La question du parti, Lénine, le Che et le NPA...

Le décalage entre la crise globale du capitalisme, la révolte sociale sourde qui grandit et explose à travers le monde, et le niveau de conscience et d'organisation du monde du travail crée une situation qui oblige à s'interroger sur l'intervention des révolutionnaires, sur la construction du parti... Avec nos faibles forces, et alors que les défaites du passé pèsent, comment aider notre classe à redonner force et crédit au projet dont elle est porteuse, comment renforcer sa conscience qu'elle seule est capable d'ouvrir un autre avenir à la société humaine. Dans ce contexte, on ne peut que se réjouir que dans le numéro de novembre d'Anticapitaliste, la revue mensuelle du NPA, un dossier soit consacré à cette question fon-

damentale : « *Construire le parti aujourd'hui* » qui est en réalité le fond de la discussion stratégique laissée ouverte depuis la fondation de notre organisation. Un débat stratégique qui n'a jamais réellement pu avoir lieu et que les camarades rédacteurs du dossier mènent aujourd'hui d'une bien étrange façon...

Il est pour le moins décalé que cet ensemble d'articles sur le parti soit signé « *unilatéralement* » par des camarades d'une seule tendance, celle de la IV^e Internationale, la « *majorité* », au mépris de la réalité du NPA et des autres tendances. Refuser de mener ce débat avec les autres courants est une façon délibérée d'accentuer sa crise d'autant que nous sommes rentrés dans la préparation

du prochain congrès. La tendance de la IV discute avec elle-même tout en engageant à l'extérieur, sans la moindre discussion démocratique, le NPA dans des initiatives incertaines que ce soit celles de Philippe Poutou en Nouvelle Aquitaine avec la FI pour les élections Régionales ou la signature par Christine Poupin, porte-parole du NPA, et d'autres camarades de l'appel « *Rejoignons-nous, pour construire un nouveau projet politique* ».

La majorité s'enferme dans une impasse en refusant de mener la discussion stratégique au sein du NPA tout en multipliant les initiatives dans la perspective d'un hypothétique parti « large » qui conduit dans la réalité, sous couvert d'unité, à la recherche permanente d'alliances avec la gauche radicale et... réformiste.

Une étrange et néanmoins originale façon d'illustrer le thème d'un des articles de la revue signé de Julien Salingue et Ugo Palheta, « *Lénine et le parti : une question d'actualité* ». L'occasion cependant de tenter de mener la discussion sur cette actualité au regard de nos tâches pratiques et non de généralités.

Lénine, un volontarisme politique qui s'inscrit dans la compréhension du déterminisme historique

Nous sommes confrontés à une situation nouvelle où face à l'aggravation de la crise globale du capitalisme, le monde du travail, les classes populaires, les femmes comme la jeunesse reprennent l'offensive mais en restant politiquement désarmés, du fait de l'absence de perspectives. Cette absence est avant tout la crise du projet révolutionnaire sur laquelle pèse le poids des échecs du passé, comme du dévoiement des idées socialistes, communistes, alimentant un désarroi politique... et en retour définissant le contenu de nos tâches. Pour surmonter ce désarroi et la passivité qu'il génère, nous avons besoin de faire preuve d'un grand volontarisme, volontarisme de la pensée pour expliquer les échecs passés, formuler une appréciation de la nouvelle époque et de ses implications stratégiques pour tracer de nouvelles perspectives à venir. Cela implique de retrouver l'apport du marxisme débarrassé de ses caricatures comme de s'appuyer sur l'expérience des générations révolutionnaires qui nous ont précédés non pour y chercher les bons mots d'ordre mais pour, comme ils ont eux-mêmes dû le faire à leur époque, penser le présent et anticiper les évolutions possibles. Dans cette période de confusion, le volontarisme de la pensée et le volontarisme de l'action sont indissociablement liés.

L'actualité de Lénine, son volontarisme, est justement dans cette idée centrale : la lutte politique conçue comme une politique pour la lutte de classe sur tous les terrains d'intervention, sur la base d'une compréhension de la période et des tâches.

Ugo et Julien, dans leur introduction, disent s'inscrire dans cette démarche mais la tonalité de l'article est donnée d'entrée de jeu par une citation percutante du *Che* sans doute destinée à créer un large consensus : « *Le de-*

voir de tout révolutionnaire, c'est de faire la révolution ». Et nos camarades précisent : « *Le débat stratégique repose sur la conviction partagée que la révolution dérive, non de lois historiques qui la rendraient inévitable, mais d'un projet volontaire, et plus précisément d'un projet de renversement du pouvoir politique bourgeois* ».

Certes, pas de révolution possible sans volonté, mais Ugo et Julien opposent ensuite ce qui serait deux visions opposées du socialisme, de la révolution. Celle de Kautsky, dans « *Le chemin du pouvoir* » de 1909, d'une évolution linéaire vers le socialisme déterminée avant tout par les lois historiques et, en rupture, celle volontariste de Lénine écrivant, en 1902 « *Que faire ?* », et qui aurait insisté sur le rôle décisif du parti avant-garde dans la révolution.

Ils construisent pour les besoins de leur compréhension « guévariste » de Lénine une opposition qui ne correspond pas à la réalité historique puisque dans cette période-là Lénine s'appuyait sur Kautsky, représentant alors de l'aile gauche de la Social-démocratie allemande, dans son combat politique contre ce qui allait devenir le courant menchevik.

Ils prennent argument du combat ultérieur de Lénine contre celui qui devint, au moment de la guerre, « *le renégat Kautsky* » pour caricaturer et Lénine et Kautsky. Cette conception « *stratégique* » qui oppose volontarisme militant et déterminisme historique reflète un raisonnement hérité de l'histoire de notre courant, l'extrême gauche. Il est l'expression de longues années de notre combat minoritaire pour affirmer notre volonté révolutionnaire face aux capitulations réformistes.

Au moment où, à l'échelle internationale, les polarisations et tensions de classe s'exacerbent et où la prise de conscience de la faillite du capitalisme progresse, nous avons besoin de rompre avec nos habitudes de pensée pour nous donner les moyens de formuler une politique pour et avec les travailleurs pour faire face aux tempêtes révolutionnaires qui s'annoncent.

Avoir un regard critique sur nous-mêmes

Le mouvement trotskyste, dont nous sommes, a certes assuré la continuité du courant révolutionnaire marxiste contre les trahisons sociales-démocrates et la dégénérescence stalinienne, une richesse sans prix, mais en restant des minorités d'opposants divisées. Nos divisions sont la conséquence de ce légitime volontarisme désarmé face à des évolutions sociales et politiques qui lui échappaient. Alors que l'histoire bascule, que nous entrons dans une nouvelle période de crises et de révolutions, nous sommes encore incapables d'unir nos forces afin de jeter ne serait-ce que les bases d'un parti des travailleurs. Chaque courant préfère reprocher aux autres ses propres limites, faiblesses et échecs, comme le fait la majorité « *séparatiste* » du NPA, plutôt que de s'atteler à la tâche de discuter des bases politiques d'une nécessaire renaissance.

Le Kautsky de 1909 était un géant au regard des lilliputiens que nous sommes.

Quand Lénine écrit « *Que faire ?* » il n'est pas en opposition avec Kautsky pas plus qu'en 1909 il ne critique « *Le chemin du pouvoir* ». Les batailles politiques et sociales du passé, les débats qui les ont traversés, les évolutions qu'ils ont entraînées sous le feu de la lutte sont d'une richesse qu'on ne peut ramener à ce combat figé qui oppose aujourd'hui les différents courants du mouvement révolutionnaire, enfermés dans leur certitude de petits groupes qui regardent l'histoire à travers leur prisme déformant, en figeant le passé dont ils se proclament les héritiers !

En 1902, Lénine n'a pas la folle illusion d'élaborer le bréviaire de la construction d'un parti révolutionnaire. Il n'est pas porté par un raisonnement conspirationniste de la minorité qui va faire la révolution. Depuis l'époque des premières sectes socialistes, depuis Blanqui, le marxisme s'est dégagé de ces conceptions volontaristes pour combiner la volonté révolutionnaire à la compréhension des conditions objectives, des rapports de force, des niveaux de conscience... Le socialisme scientifique, selon la formule d'Engels.

Le mythe forgé autour de « *Que Faire ?* » transforme une pensée vivante en une série de mots d'ordres ou de considérations sur le parti qui seraient applicables en tout lieu et en toute circonstance. Ce « *bréviaire léniniste* », comme tous les bréviaires, peut servir à justifier tout et son contraire, des politiques les plus radicalement proclamatoires aux plus unitaires... ou l'inverse. Le volontarisme militant de Lénine s'inscrivait dans la compréhension des conditions objectives du mouvement révolutionnaire russe de son époque.

Les discussions des militants révolutionnaires du passé, de Marx, Engels, Lénine, Trotsky et bien d'autres, nous montrent comment leur volonté politique s'est toujours appuyée sur la compréhension des évolutions en cours, en anticipant les transformations de conscience notamment quand les profonds bouleversements entraînés par le capitalisme provoquaient un nouvel essor du mouvement ouvrier. De telles périodes déstabilisent les militants et les organisations, interrogent et nécessitent des débats stratégiques pour parvenir à s'affranchir des traditions héritées du passé pour penser les nouveaux enjeux.

Illustrant la difficulté des nouvelles générations à se dégager du passé, Marx écrivait dans « *Le 18 brumaire de L. Bonaparte* » : « *Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté* ». [1]

Volontarisme militant et inéluctabilité du socialisme

En réalité, les conditions objectives nourrissent le volontarisme militant et réciproquement. Les conditions objectives déterminent le cadre dans lequel peut se déployer la volonté humaine. Ne poser la question du parti, et donc de l'intervention des militants révolutionnaires, qu'en terme de volontarisme militant conduit non seulement à s'illusionner sur nous-mêmes mais surtout à minimiser l'importance de la discussion sur les conditions objectives, les évolutions de conscience, et les possibilités réelles qu'elles ouvrent.

Cela revient surtout à écarter ce qui fait le fond de la philosophie militante du marxisme, la conviction dans l'inéluctabilité du socialisme. Comme le soulignait Trotsky, dans « *Le marxisme et notre époque* » écrit en avril 1939 : « *Les élucubrations de certains intellectuels, selon lesquelles, en dépit de l'enseignement de Marx, le socialisme ne serait pas inéluctable, mais seulement possible, sont absolument vides de sens. Il est évident que Marx n'a jamais voulu dire que le socialisme se réaliserait sans l'intervention de la volonté et de l'action de l'homme ; une telle idée est simplement absurde.*

Marx a prédit que, pour sortir de la catastrophe économique où doit conduire inévitablement le développement du capitalisme – et cette catastrophe est devant nos yeux -, il ne peut y avoir d'autre issue que la socialisation des moyens de production. Les forces productives ont besoin d'un nouvel organisateur et d'un nouveau maître ; et, l'existence déterminant la conscience, Marx ne doutait pas que la classe ouvrière, au prix d'erreurs et de défaites, parviendrait à prendre conscience de la situation, et, tôt ou tard, tirerait les conclusions pratiques qui s'imposent ». [2]

Le tournant historique du début du XX^e ouvrait une nouvelle période

Décrivant les enjeux des bouleversements entraînés par l'essor impérialiste du capitalisme, Kautsky écrivait dans « *Le chemin du pouvoir* » : « *Il n'y a qu'une chose de certaine : c'est l'insécurité générale. Ce qui est certain, c'est que nous sommes entrés dans une période de troubles universels, de déplacements de forces constants qui, quelles que soient leur forme et leur durée, ne pourront pas faire place à une période de stabilité durable tant que le prolétariat n'aura pas trouvé la force d'exproprier politiquement et économiquement la classe capitaliste et d'inaugurer ainsi une nouvelle ère de l'histoire universelle* » [3]. Au tournant du XX^e siècle, Lénine ne se considérait pas en opposition à Kautsky, représentant de l'aile gauche de la social-démocratie allemande. Dans des contextes très différents, celui de la Social-démocratie allemande ayant conquis un espace démocratique pour l'un, dans la clandestinité de la lutte contre l'autocratie tsariste pour l'autre, ils menaient alors un même combat, comme bien des militants socialistes, pour préparer les consciences à l'accentuation de la

lutte des classes accompagnant cette phase impérialiste du développement capitaliste.

Dans une préface écrite en 1919 à une réédition de « *Bilans et perspectives* », Trotsky, soulignant la profondeur de l'effondrement de Kautsky face à la révolution russe de 1917, rappelait l'importance de leur combat commun contre les courants réformistes dans le mouvement socialiste européen du début du XX^{ème} siècle : « *A cette époque, Kautsky - non sans, il est vrai, subir l'influence bénéfique de Rosa Luxemburg - comprenait et reconnaissait pleinement que la révolution russe ne pourrait se terminer par une république démocratique bourgeoise, mais devrait inévitablement conduire à la dictature du prolétariat, à cause du niveau atteint par la lutte des classes à l'intérieur du pays et de la situation internationale du capitalisme tout entière. Kautsky parlait alors ouvertement d'un gouvernement ouvrier à majorité social-démocrate. Il ne songeait même pas à faire dépendre le cours réel de la lutte des classes des combinaisons changeantes et superficielles de la démocratie politique* ». [4]

Leurs préoccupations étaient alors de parvenir à articuler les luttes quotidiennes du monde du travail en plein essor et la question de la conquête du pouvoir, de la démocratie, du socialisme, en toute indépendance du jeu institutionnel... Il s'agissait de développer une politique pour la lutte des classes du point de vue des possibilités qu'ouvraient les contradictions du développement impérialiste. Ils en discutaient pour bousculer les routines militantes ne visant qu'à reproduire le passé et formuler une politique pour inscrire l'ensemble des combats entraînés par l'accentuation de la lutte des classes dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société vers le socialisme.

En écrivant « *Que faire ?* » Lénine apportait des réponses concrètes, pratiques au problème que posait dans la Russie tsariste l'essor du mouvement ouvrier révolutionnaire. Face aux transformations accélérées du capitalisme en Russie qui préparait le terrain à l'intervention révolutionnaire du prolétariat il traçait, sans craindre la bataille politique avec les autres courants du parti social-démocrate russe et la rupture avec la gauche de l'époque, une stratégie révolutionnaire et s'en donnait les moyens organisationnels.

Le moment politique que nous vivons a quelques traits commun avec celui du début du siècle dernier. Nous sommes appelés à écrire une nouvelle page, à nous poser collectivement la question de comment nous hisser au niveau des enjeux de la période, pour donner corps à la perspective de la révolution socialiste face à la catastrophe économique, sociale et environnementale provoquée par la faillite du capitalisme.

Et pour cela nous nous inscrivons dans la continuité du marxisme, c'est-à-dire d'une conception matérialiste de l'histoire qui inscrit le socialisme non comme une utopie en laquelle il faudrait croire et dont l'avènement ne reposerait que sur le volontarisme d'une minorité mais comme une étape possible et nécessaire du développe-

ment historique. Et c'est dans cette compréhension du déterminisme historique que s'inscrit notre volontarisme militant, en rupture avec l'héritage des illusions volontaristes du mouvement gauchiste né de 1968 et resté par trop en marge de la classe ouvrière.

Les enjeux de la nouvelle période : construire la convergence de toutes les révoltes, leur donner une perspective

Surmonter aujourd'hui le désarroi du monde du travail, du milieu militant, surmonter la passivité passe par la compréhension de l'évolution du capitalisme après la fin de la période de l'impérialisme décrite par Lénine comme « *le stade suprême du capitalisme* », le développement de ses contradictions, le mûrissement « *des prémisses du socialisme* ».

Nous avons besoin d'œuvrer à la nécessaire reformulation du projet révolutionnaire, ancré dans les réalités de la crise globale du capitalisme, pour aider à la prise de conscience de l'inéluctabilité du socialisme, c'est-à-dire de la nécessité pour les opprimés de prendre leur sort en main, d'intervenir directement sur le devant de la scène politique, de se battre pour transformer la société consciemment sans Dieu, ni César, ni Tribun... L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

Le débat stratégique ne peut rester tourné sur les débats du passé, ni servir à chaque groupe d'extrême gauche à faire la théorie de son histoire particulière. La diversité de ces expériences est une richesse si elle ne sert pas à s'autojustifier contre les autres mais est mise au service d'une tâche collective tournée vers l'avenir.

La crise globale du système capitaliste entraîne une accentuation de la confrontation de classe à l'échelle du monde. La mondialisation financière s'est accompagnée de l'émergence d'une classe ouvrière internationale, jeune, féminine, instruite qui partout entre en révolte contre cette société d'exploitation et intervient de plus en plus pour la défense de ses conditions de vie comme de ses droits démocratiques.

Nous avons besoin d'anticiper les évolutions profondes qui s'opèrent dans les consciences à l'échelle du monde et de se préparer à ces moments rares où l'opinion bascule, où les masses interviennent directement sur le terrain où se décide leur propre destinée, en ayant conscience que pour nous aussi « *Il n'y a qu'une chose de certaine : c'est l'insécurité générale* » et pas d'autres perspectives que d'en finir avec la domination de classe d'une minorité.

Du gauchisme volontariste au volontarisme démocratique pour unir les forces révolutionnaires

Nous avons besoin de faire table rase de notre propre passé ! Les difficultés du NPA ou de LO renvoient à une question politique de fond. La capacité des différentes organisations ou courants et tendances d'extrême gauche à tourner la page de la période post-soixante-huit, de faire

la critique des échecs des vingt dernières années pour se hisser à la hauteur des enjeux de la nouvelle période et sur la base de l'expérience vivante accumulée par le mouvement révolutionnaire dans sa diversité, reformuler le projet révolutionnaire comme une perspective pour les combats d'aujourd'hui. En un mot, donner un contenu stratégique de classe et révolutionnaire au projet du NPA.

Tourner la page c'est développer un volontarisme sans concession pour œuvrer à l'unité des révolutionnaires.

Nous ne sommes ni une avant-garde minoritaire appelée à déclencher la grève générale ni l'aile gauche des partis de la gauche institutionnelle, voués à pousser les réformistes vers la gauche. Il nous faut dépasser les deux écueils du volontarisme gauchiste qui peut conduire soit à s'illusionner sur ses propres forces soit à chercher des raccourcis unitaires en renonçant à exister, pour utiliser tout notre capital accumulé pour aider à la construction du parti dont les travailleurs et la jeunesse ont besoin.

Notre boussole reste le clivage de classe, l'opposition irréconciliable entre les prolétaires et les bourgeois, entre les classes exploitées et la classe capitaliste. Si les révoltes contre ce système en faillite sont multiples, luttes contre le racisme, contre les violences policières, luttes féministes, luttes écologiques, loin de faire de chacune une ques-

tion spécifique, c'est notre boussole de classe qui nous permet de formuler une politique pour que l'ensemble de ces combats trouvent leur cohérence dans une même perspective de transformation révolutionnaire de la société.

Regrouper autour de ces perspectives communes, s'organiser politiquement, c'est ainsi que se constituera le parti, un parti au service de l'organisation des exploités par eux-mêmes.

Pour y contribuer à notre niveau, nous avons besoin de notre volonté, d'une volonté commune pour rassembler le mouvement révolutionnaire dans la diversité de son histoire et de ses expériences autour d'une actualisation de notre programme, défiguré par le réformisme social-démocrate ou le stalinisme, pour réaffirmer le projet émancipateur, le communisme comme « *mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses* ».

Bruno Bajou

[1] - K. Marx – Le 18 Brumaire de L. Bonaparte (1851)

[2] - L. Trotsky - Le Marxisme et notre époque (1939)

[3] - K. Kautsky - Le chemin du pouvoir (1909)

[4] - L. Trotsky – Bilan et perspectives (1906) préface (1919)

